



Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
CCAP**

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

Objet de la consultation

(79) - (85) - (86) - Base de Défense de Poitiers Saint-Maixent - Accord cadre à bon de commande pour travaux de voirie et réseaux divers, dans les emprises militaires dépendant de l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) de Saint Maixent.

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 30/09/2025 à 16h00

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1. Objet du marché	4
1-2. Durée du marché	4
1-3. Montant du marché	4
1-4. Bons de commande	4
1-5. Décomposition en lots	5
1-6. Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion	6
1-6-1: Généralités	6
1-6-2: Contrôle nominatif	6
1-6-3: Contrôle des accès et des véhicules	6
1-6-4: Obligation de discrétion	7
1-7. Maîtrise d'ouvrage	7
1-8. Maîtrise d'œuvre	7
1-9. Contrôle technique	7
1-10. Sécurité protection de la santé	7
1-11. Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier	8
1-12. Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur	8
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 3. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	8
3-1. Délai(s) d'exécution des travaux	8
3-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution	9
3-3. Pénalités	9
3-3.1 pénalités pour retard	9
3-3.2. Pénalités pour retard sur le délai d'exécution des travaux du bon de commande.	9
3-4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	9
3-5. Délais, pénalités et retenues pour remise des documents	10
3-5.1. Délais et pénalités pour remise des documents fournis avant l'exécution des travaux	10
3-5.2. Délais et pénalités pour remise des documents fournis pendant l'exécution des travaux	10
3-5.3. Retenues pour remise des documents fournis après l'exécution des travaux	10
3-6. Pénalités diverses	10
ARTICLE 4. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
4-1. Provenance des matériaux et produits.	11
4-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	11
4-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	11
4-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	12
ARTICLE 5. IMPLANTATION DES OUVRAGES	12
5-1. Piquetage général	12
5-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	12
ARTICLE 6. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	12
6.1 Clause d'entrée	12
6-2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	12
6-3. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	13
6-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	14
6-5. Accidents du travail	15
ARTICLE 7. PRIX	17
7-1. Répartition des paiements	17
7-2. Contenu des prix	18
7-3. Mois d'établissement des prix du marché	19
7-4. Type des prix	19
7-5. Forme des prix	19
7-6. Règlement du prix des prestations non prévues au BPU - établissement des prix nouveaux	20
7-7 Application des rabais	20
8. Règlement des comptes	20
8-1. Demande de paiement	21
8-2. Modalités d'établissement de la facture	22
8-3. Transmissions des factures	22
8-4. Approvisionnements	22
8-5. Délai de paiement et Intérêts moratoires	22
8-6. Application de la taxe à la valeur ajoutée	23
8-7. Clauses de financement et de sûreté	23
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	23
9-1. Essais et contrôles des travaux	23
9-2. Réception	23
9-3. Documents fournis après exécution	24
9-4. Délai de garantie	24
9-5. Assurances	24
ARTICLE 10- PRESTATIONS SIMILAIRES - EXCLUSIVITE - CLAUSE DE REEXAMEN	24
10.1 PRESTATIONS SIMILAIRES	24
10.2 EXCLUSIVITE	25
10.3 CLAUSE DE REEXAMEN	25
ARTICLE 11 - CLAUSES DEVELOPPEMENT DURABLE	26
11.1 clauses environnementales	26
11.2. Clause d'insertion sociale	26
11.2.2 Autres clauses sociales	32

11.3 Clause pour les Certificats d'Economies d'Energie (CEE)	32
Article 12 : Organisation administrative en présence d'amiante & plomb & périmètre monuments historiques	32
ARTICLE 13. VOIES DE RECOURS	33
ARTICLE 14. DEROGATIONS CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES	33

ARTICLE PREMIER. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'accord cadre à bons de commande relatif à l'exécution des travaux de voirie et réseaux divers dans les emprises militaires dépendant de l'unité de soutien de l'infrastructure de la Défense de Saint Maixent (départements : 79 – 85 - 86).

L'accord-cadre est mono attributaire.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1 (liste des sites).

1-2. Durée du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de deux (2) ans.

Une année s'entend de la date du fait, à la veille de la date à laquelle s'est produit le fait l'année suivante.

Il pourra être reconduit DEUX (fois) pour une période d'une année, par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder QUATRE (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction, conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non reconduction, les travaux en cours et commandés par bons de commande avant expiration du marché devront être terminés aux mêmes conditions par le titulaire du marché

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire par écrit, (1) un mois au moins avant l'échéance de la période en cours, la décision de ne pas reconduire le marché.

En cas de non reconduction du marché l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le délai d'exécution des travaux sera fixé dans chaque bon de commande et ne pourra en aucun être changé sans accord écrit de la personne ayant le pouvoir de signer les bons de commande

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder six (6) mois au-delà de la date de l'échéance de l'accord-cadre.

1-3. Montant du marché

Le montant annuel de l'accord-cadre ne comprend pas de montant minimum. Le montant annuel maximum est mentionné dans l'acte d'engagement.

1-4. Bons de commande

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande écrits et signés par le chef de l'USID de Saint Maixent ou par le chef de la Division Investissement.

L'entrepreneur ne peut prétendre au règlement de prestations qui n'auront pas fait l'objet d'un bon de commande écrit intervenu avant leur exécution.

Le bon de commande précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande,
- la référence de l'accord cadre à bon de commande et du devis,
- le montant en € HT,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant TTC de la commande,
- Le n° d'engagement chorus,
- Le N° du service exécutant D10711C033,
- le lieu précis d'exécution des prestations,
- la nature et la description des prestations à exécuter (cf devis joint),
- La date de début d'exécution des prestations si celle-ci est connue par le RPA,
- La répartition des paiements en cas de cotraitance ou de sous-traitance.

Le bon de commande dans son annexe précisera également le cas échéant : (selon la nature des travaux)

- les journées d'intempéries prévisibles,
- les modalités des réunions de chantier, si l'exécution des travaux le nécessite,
- les sujétions particulières à l'exécution des travaux (mesures HST, SPS, période de préparation, et toutes autres sujétions utiles.....).

A ce bon de commande, sera joint une annexe récapitulant les différentes précisions et/ou déroptions au CCAG TVX, telles que mentionnées dans le présent CCAP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TVX, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures à compter de la réception du bon de commande pour formuler par écrit ses observations éventuelles au signataire du bon de commande. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le bon de commande considéré.

Pour les accords-cadres à bons de commande dont le titulaire est un groupement conjoint avec mandataire solidaire, les bons de commande seront adressés au mandataire de ce groupement. Le mandataire est chargé de la transmission et de la signature du bon de commande à l'entreprise intervenante.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque annexe au bon de commande dans les conditions fixées au CCAP et ne pourra en aucun cas être changé sans accord écrit de la personne ayant le pouvoir de signer les bons de commande.

A chaque réunion annuelle, telle prévue dans le CCTP, le titulaire doit transmettre le BPU actualisé, accompagné d'un bilan des commandes réalisées.

1-5. Décomposition en lots

Les travaux ne sont pas répartis en lots.

1-6. Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion

1-6-1 : Généralités

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du C.C.A.G. travaux.

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître de l'ouvrage ou de la personne publique en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1-6-2 : Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers, avec une photocopie couleur lisible de la pièce d'identité.

Pour ceux-ci, comme l'autorisent les articles D1221-23 à D1221-25 et R 1221-26 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail.

Tout étranger titulaire d'un titre dont la date de validité est périmée devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire devra respecter en tout point la procédure pour l'obtention et la délivrance des laissez-passer qui seront établis a priori. L'obtention éventuelle des badges est obligatoirement précédée d'un contrôle primaire à initier par le titulaire, en faisant compléter pour chacun des personnels concernés une fiche « **SOPHIA** » spécifique. Le délai d'instruction par fiche est, au minimum, de 2 mois pour un ressortissant français et de trois mois pour un ressortissant étranger. Les contraintes d'accès seront précisées au commencement d'exécution du marché.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative. Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services compétents auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1-6-3 : Contrôle des accès et des véhicules

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Les personnels devront se conformer rigoureusement aux consignes du service de sécurité des établissements.

Le non-respect entraînera l'exclusion immédiate et définitive des personnes incriminées.
L'entrepreneur ne pourra pas prétendre pour autant à une indemnité ni invoquer ces faits pour justifier un retard quelconque dans la livraison de la prestation.

1-6-4 : Obligation de discrétion

Le titulaire ne pourra en aucun cas communiquer à quelque organisme que ce soit, des renseignements géographiques ou techniques relatifs au marché sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

1-7. Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est l'Etat - Ministère des Armées –Service d'infrastructure de la défense Sud-Ouest, représenté par la Directrice du service d'infrastructure de la défense Sud-Ouest.

1-8. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le chef de la section ingénierie de la Maintenance de l'USID de Saint Maixent ou le chef du pôle de conduite des opérations ou le chef du pôle de maîtrise d'œuvre qui est chargé d'une mission sur projet (sans études d'exécution) comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'ouvrages exécutés (D.O.E.) sont à la charge des entreprises.

Pour l'application de l'article 3.1 du CCAG Travaux, les écrits et communications courantes prévues pour l'exécution du marché peuvent être réalisés par des supports ou échanges électroniques. Les ordres de service et communications à caractère contractuel entre le titulaire et la maîtrise d'ouvrage, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre devront être transmis par voie électronique avec accusé de réception.

1-9. Contrôle technique

Chaque bon de commande dans son annexe précise le cas échéant si les travaux à réaliser sont soumis au contrôle technique prévu par le code de la construction et de l'habitation.

1-10. Sécurité protection de la santé

Sauf avis contraire dans le bon de commande, cette mission est assurée par le titulaire du marché conformément à la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application. Les missions dévolues au titulaire seront définies lors de l'émission du bon de commande.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et s'engage, pour ce qui le concerne ainsi que pour les intervenants de son fait, à s'y conformer.

1-11. Ordonnancement, Pilotage et Coordination de chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est assurée par l'USID de Saint Maixent ou par la Division Investissement.

1-12. Délégation des attributions du représentant du pouvoir adjudicateur

Le chef de l'Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense (U.S.I.D.) de Saint Maixent (ou en son absence son adjoint) ou par la Division Investissement reçoit délégation du P.A pour la notification des bons de commande par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/TVX.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/TVX, le chef de l'USID ou le chef de la Division Investissement est habilité par le P.A pour le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG/TVX, le chef de l'USID de Saint Maixent ou son représentant ou le chef de la Division Investissement reçoit délégation du PA pour la notification des ordres de service.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (A.E.) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe 1 ;
- le bordereau de prix unitaires ;
- le mémoire technique fourni à l'appui de l'offre.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

ARTICLE 3. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

3-1. Délai(s) d'exécution des travaux

Lors de l'établissement du devis, le maître d'œuvre et le responsable de l'entreprise conviendront d'un délai d'exécution des travaux. Ce délai devra figurer sur le devis. Dès que le bon de commande sera émis, le maître d'œuvre notifiera au titulaire par ordre de service la date de début et de fin de travaux correspondant au délai convenu.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. travaux, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures à réception de la commande pour faire connaître s'il est dans l'impossibilité de respecter le délai imparti.

Le délai d'exécution des travaux fixé dans chaque bon de commande ne pourra en aucun cas être changé sans accord écrit de la personne ayant le pouvoir de signer les bons de commande.

3-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

En complément du CCAG travaux, certaines bases ou établissements de la Défense, lors de manœuvres tenues secrètes par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif, sont susceptibles d'être fermés sans préavis. Les travaux sont de ce fait interrompus.

La durée fixée pour l'exécution de la prestation ou de la commande, si celle-ci est en cours de réalisation, est d'office prolongée d'une période égale à cet arrêt mais, celui-ci qui n'excède pas le plus souvent quelques jours ne peut donner matière à compensation ou indemnisation.

3-3. Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Tx, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du bon de commande.

3-3.1 pénalités pour retard

D'une façon générale, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TVX, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € pour l'ensemble du marché.

D'une façon générale, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, lorsque le titulaire n'a pas, de son fait, respecté les délais objets du présent article, il encourt sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure et sans qu'il soit nécessaire pour le maître d'ouvrage d'inviter, par écrit, le titulaire à présenter ses observations sur les raisons de son retard, des pénalités de retard calculées selon les modalités définies ci-après.

3-3.2. Pénalités pour retard sur le délai d'exécution des travaux du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, en cas de retard dans l'exécution des prestations d'une commande, le titulaire subira une pénalité journalière égale à :

- 50 € HT pour une commande d'un montant inférieur à 50 000 € HT,
- 100 € HT pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 50 000 € HT

3-4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre pour l'exécution des tâches de nettoyage qui lui incombent, sera sanctionné par l'application d'une pénalité journalière égale à :

- 50 € HT pour une commande d'un montant inférieur à 25 000 € HT
- 100 € HT pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT.
- 150 € HT pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 90 000 € HT.

3-5. Délais, pénalités et retenues pour remise des documents

3-5.1. Délais et pénalités pour remise des documents fournis avant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents à fournir avant l'exécution des travaux par le titulaire, une pénalité lui sera appliquée. Cette pénalité est fixée à **50 € HT (cinquante euros)** par jour calendaire de retard.

3-5.2. Délais et pénalités pour remise des documents fournis pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents à fournir pendant l'exécution des travaux par le titulaire, une pénalité lui sera appliquée. Cette pénalité est fixée à **50 € HT (cinquante euros)** par jour calendaire de retard.

3-5.3. Retenues pour remise des documents fournis après l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, les plans et autres documents à fournir par le titulaire seront remis au plus tard au maître d'œuvre avec la facture de la commande. En cas de retard dans la remise de ces documents ou de remise non conforme, une retenue égale à **10 %** du montant de la commande sera opérée.

3-6. Pénalités diverses

3-6.1. Absence aux réunions de coordination et réunions annuelles

Les réunions sont fixées par ordre de service et valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les réunions sont fixées par le maître d'œuvre. A la demande du maître d'œuvre, Les réunions pourront se tenir au SID Sud-Ouest ou dans les antennes de l'USID de Saint Maixent suivant la localisation des travaux.

En cas d'absence à une réunion le titulaire encourt une pénalité forfaitaire hors taxes fixée à **cent cinquante euros (150 € H.T.)**.

3-6.2. Pénalités pour manquements aux règles de sécurité, d'hygiène, et à la signalisation générale du chantier

Si des mesures de sécurité ou d'hygiène sont jugées nécessaires par le coordonnateur SPS ou le chargé de prévention de l'établissement ou le maître d'œuvre, celles-ci devront être mises en application immédiatement ou si elles sont importantes, un délai de carence, dont la durée sera précisée, pourra être admis.

Toute récidive ou 1er rappel à une situation jugée à risque entraînera la mise en pénalité du titulaire.

En cas de retard à compter de la date de l'accusé de réception de l'ordre de service

prescrivant les mesures de sécurité à adopter, le titulaire subira une pénalité journalière égale à :

- 50 € HT pour une commande d'un montant inférieur à 25 000 € HT
- 100 € HT pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT.
- 150 € HT pour une commande d'un montant supérieur ou égal à 90 000 € HT.

3-6.3. Insertion sociale

- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à soixante (60) euros HT par heure d'insertion non réalisée.
- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à cent (100) euros HT par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 4. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

4-1. Provenance des matériaux et produits.

Le bon de commande fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

En outre, en application du décret 96.1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quel qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une " déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante " et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatif pour le premier " au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante " et pour le second " aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ".

4-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

4-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le bon de commande définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. travaux.

Le bon de commande précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et

carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

4-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 5. IMPLANTATION DES OUVRAGES

5-1. Piquetage général

S'il a lieu, le piquetage général est effectué conformément à l'article 27.2 du CCAG, contrairement, avant le commencement des travaux, avec le degré de précision indiqué dans le bon de commande.

5-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter est effectué en même temps que le piquetage général.

ARTICLE 6. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

6.1 Clause d'entrée

Suite à la notification du marché un ordre de service sera notifié au titulaire afin de mettre en place une période de préparation d'un mois, période incluse dans la durée d'exécution du marché permettra au titulaire une reconnaissance des divers sites, une prise en compte des installations et ce conformément aux dispositions du CCTP.

6-2. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG Tx, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux sont précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Il sera procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes :

✧ par les soins du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre:

- délivrance des autorisations d'accès comme définis au 1.6 ci-dessus
- désignation des lieux de dépôts provisoires ou définitifs des matériels ou matériaux, comme défini à l'article 6.3.1 ci-après
- mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées à l'article 6.3.3 ci-après

✧ par les soins du titulaire :

- mise en œuvre des installations de chantier conformes au présent CCAP et au CCTP.
- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini au 1.6 ci-dessus.
- remise d'une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux (en 3 exemplaires) conformément à l'article 28.2.1 du C.C.A.G Travaux.
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail (en 3 exemplaires) nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. travaux et à l'article 6.2 ci-après, et énumérés au CCTP.
- fourniture des certifications des matériaux à mettre en œuvre et soumis à l'approbation du maître d'œuvre
- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 9.5 ci-après
- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail suivante :

Ministère des Armées
Contrôle Général des Armées
Inspection du Travail dans les Armées
60, boulevard du Général Martial Valin
CS 21623
75 509 Paris Cedex 15

(Chantier fermé vers l'extérieur et ouvrant sur le domaine militaire).

Si le chantier est fermé sur le domaine militaire et ouvert vers l'extérieur, le contrôleur général des armées transmettra le dossier à l'inspection du travail du département concerné.

Les documents prévus au CCTP seront fournis, à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordre de service.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre de tous les documents précités.

6-3. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les conditions d'établissement des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre sont, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

Si nécessaire et suivant le type des ouvrages, le titulaire est tenu d'adresser des plans d'exécution soumis au visa du maître d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement des travaux afin qu'il puisse constituer le dossier d'intervention ultérieur sur les ouvrages (D.I.U.O.) pour le jour de la réception.

6-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

6-4.1. Facilités de chantier

Le plan définitif d'implantation des installations de chantier et des dépôts provisoires sera établi au début de la période de préparation en accord avec le responsable du site et le représentant de l'antenne, par le titulaire du marché.

Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé. Les installations de chantier, leur fourniture et mise en place seront à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur maintient sur le chantier et à ses frais les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers) et l'énergie électrique nécessaires à l'exécution des travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

6-4.2. Mesures particulières

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire du marché :

Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

6-4.3. Les installations de chantier de l'entreprise bénéficient des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

L'entrepreneur maintient sur le chantier et à ses frais les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers) et l'énergie électrique nécessaires à l'exécution des travaux, aux conditions suivantes :

- la fourniture, la pose des compteurs et les consommations sont à sa charge,
- il prend à sa charge toute demande d'autorisation auprès des services compétents.
- il peut être autorisé à faire exécuter des branchements sur les installations électriques existantes ; la pose des compteurs adéquats, les frais qui en résultent et les consommations sont à sa charge.
- le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.
- les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

6-4.4. Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre à l'entreprise les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

6-4.5 Les circulations à travers le site peuvent être restreintes. Le titulaire s'informerait des conditions de cette restriction auprès du maître d'œuvre.

6-4.6 - Consignes particulières

Les horaires de travail sont ceux indiqués dans l'article 4.3 du CCTP.

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes des heures du site, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

6-4.7. L'emploi des explosifs fait l'objet d'interdictions dans toute l'enceinte militaire.

6-4.8. Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds - permis de feu.

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, etc., le titulaire de l'accord cadre devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable sécurité incendie de la caserne/ chargé de prévention, via le maître d'œuvre, qui lui délivrera un « permis de feu » pour toute la durée du chantier.

b) Protection contre l'incendie.

L'entrepreneur titulaire de l'accord cadre devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

6-5. Accidents du travail

Le titulaire du marché est informé qu'en cas d'accident, les personnes suivantes sont à prévenir :

- le chef de l'organisme utilisateur,
- le médecin de prévention de cet organisme,
- le maître d'œuvre.

6-6. SOUS-TRAITANCE

6.6.1. Déclaration de la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties des prestations (articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique), sous réserve de l'acceptation de la société sous-traitante et l'agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur. Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations exécutées au titre du présent accord cadre à bons de commande.

En application de l'article R. 2193-10 du code la commande publique:

Pour chaque sous-traitant de premier rang dont le montant mentionné dans la déclaration de sous-traitance (DC4) est inférieur à 10% du montant maximum annuel du marché, le titulaire devra joindre un projet d'acte spécial, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du titulaire et du montant de l'acte spécial concerné.

Pour toute déclaration de sous-traitance supérieure ou égale à 10% du montant maximum annuel du marché, le sous-traitant fera l'objet d'un paiement direct par l'administration.

Pour chaque sous-traitant de second rang payé par le sous-traitant de premier rang, le sous-traitant de premier rang devra joindre un projet d'acte spécial signé des 3 parties (titulaire du marché, sous-traitant de premier rang et sous-traitant de second rang), une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du sous-traitant de premier rang et du montant de l'acte spécial concerné.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1, R. 2193-3 et R. 2193-5 à R. 2193-8 du code de la commande publique.

6.6.2 Contenu du dossier

Le dossier de sous-traitance devra comporter les pièces suivantes :

L'imprimé DC 4 (déclaration de sous-traitance) établi par le sous-traitant et mentionnant :

- Le n° d'EJ du bon de commande et sa date ;
- la nature des prestations à sous-traiter ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant total de la prestation à sous-traiter pour chaque bon de commande;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- La justification de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, extrait d'inscription au registre du commerce (K-BIS) ou pièce équivalente pour les sociétés étrangères. Si le nom du signataire des documents figurant dans le dossier n'est pas mentionné dans le K-BIS, fournir un pouvoir de la (ou des) personne(s) habilitée(s) à engager la société inscrite au K-BIS ;

- La déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat.
- Le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévu à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions et datant de moins de 6 mois (article D 8222-5.1° du code du travail).
- une attestation d'assurance d'un contrat souscrit pour la période considérée. La garantie devra être suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution de la prestation

Tout acte de sous-traitance dont le dossier administratif ne comporte pas tous les documents demandés ne pourra être agréé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

6.6.3 Envoi du dossier

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclik.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance. Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance. L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le titulaire adresse le dossier de sous-traitance en recommandé avec accusé réception ou contre remise de récépissé à la section ingénierie maintenance de l'unité de soutien de l'infrastructure de la défense de Saint Maixent.

ARTICLE 7. PRIX -

7-1. Répartition des paiements

Le bon de commande indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire, à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

7-2. Contenu des prix -

Les prix de l'accord-cadre sont hors T.V.A. et sont établis :

- des sujétions consécutives aux installations de chantier et relatives à :
 - la protection du chantier,
 - les baraquements et locaux sanitaires,
 - l'application des prescriptions du plan général de coordination,
 - la signalisation du chantier ainsi que l'accès des VRD provisoires,
 - la réalisation du panneau de chantier,
 - l'installation d'échafaudages, passerelle piétons, palissages, filets anti poussière,
 - la réalisation de la clôture de chantier.
- des dépenses d'investissement, d'entretien et de consommation,
- de la sujétion suivante : les prix sont réputés comprendre les frais de nettoyage complet de chantier,
- des frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux (les demandes d'autorisation sont à la charge de l'entreprise),
- des contraintes particulières d'exécution fixées dans le C.C.T.P concernant le déroulement des travaux en site occupé,
- des contraintes particulières d'exécution fixées dans le C.C.T.P. ,
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au SOSED,
- des prescriptions édictées par le coordonnateur SPS/CT /SSI/ OPC,
- des dépenses liées :
 - aux diverses démarches à effectuer compte tenu de la nature des travaux du présent marché,
 - outre sa participation au compte des dépenses communes, toutes dépenses qui lui sont attribuées en propre ;
- des arrêts de chantier de quelques heures (2 à 3 heures) par jour sont susceptibles d'intervenir, sans pouvoir dépasser 20 heures d'interruption par mois d'exécution à partir de la date de commencement des travaux,
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes, sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et qu'ils soient au contact direct des intempéries :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
VENT	Pointes 130 Km/h	
PLUIE	50 mm/jour	5 jours consécutifs

TEMPERATURE	+40°C ou -20°C	5 jours consécutifs
NEIGE	10 cm	5 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Station METEO France de Saint Maixent l'Ecole.

7-3. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent C.C.A.P. Ce mois est appelé « mois zéro », par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux.

7-4. Type des prix :

Les prix des prestations sont unitaires définitifs appliqués aux quantités réellement exécutées.

7-5. Forme des prix

Par dérogation aux articles 9.4.1 et 10.5 du CCAG Travaux, les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord cadre, pour les prestations à réaliser au cours de l'année suivante.

Les primes, pénalités et indemnités ne sont pas révisées.

7-5.1. Choix des index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du présent marché sont :

Index	Intitulé	
TP 08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine	Applicable à l'ensemble du BPU

Les index de référence sont publiés au bulletin officiel de l'INSEE (www.indices.insee.fr) et au moniteur des travaux publics et du bâtiment (<https://www.lemoniteur.fr>).

7-5.2. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cn applicable est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

I_n = valeur de l'index de référence connu au plus tard deux (2) mois avant la date de reconduction du marché.

I₀ = valeur de l'index de référence à la date du mois « zéro ».

Lorsque les prestations concernées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires, il est procédé à l'établissement de prix nouveaux conformément à l'article 7.6 du présent CCAP.

7-6. Règlement du prix des prestations non prévues au BPU – établissement des prix nouveaux

Les prix nouveaux sont des prix unitaires.

Par dérogation à l'article 13 du C.C.A.G. travaux, les prix nouveaux sont établis à partir du coefficient d'entreprise K qui s'applique sur le prix d'achat de la fourniture par le titulaire (m). Ce coefficient K figure dans l'acte d'engagement. Le coefficient K comprend les frais généraux, les frais de marge et aléas, les frais de main d'œuvre et les frais de déplacement.

Le coefficient K proposé sera nécessairement inférieur à 1,30. Dans le cas contraire, le coefficient k applicable sur toute la durée du marché sera de 1,30.

Le coefficient k doit être limité à deux décimales après la virgule.

$$\text{Prix nouveau} = m \times K$$

Avec :

- **m** : montant de la fourniture prix sec,
- **K** : coefficient de l'entreprise à appliquer au prix d'achat

La copie de la facture correspondante pourra être demandée par la personne publique.

Dans le cas de la sous-traitance, le titulaire se doit de faire appliquer l'obligation de production du justificatif (copie de la facture).

Le coefficient k ne s'applique pas sur les devis des sous-traitants.

Le coefficient k est ferme durant toute la durée du marché.

7-7 Application des rabais

« Sur chaque bon de commande, portant uniquement sur des travaux, il sera appliqué au montant total HT un rabais conformément aux stipulations de l'acte d'engagement ».

8. Règlement des comptes :

Les prestations faisant l'objet de commande seront réglées par application des prix unitaires.

Le titulaire sera payé de ses prestations par virement.

8-1. Demande de paiement :

A- Demande de paiement

Par dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux, le titulaire devra présenter sa demande de paiement sous la forme de factures. Les demandes de paiement pourront être partielles dans les cas prévus aux articles R.2191-21 et R.2191-22 du code de la commande.

B- Décompte général

Par dérogation aux articles 12 et 12-4 du CCAG Travaux, le marché ne donnera pas lieu à demande de paiement final et à l'établissement d'un décompte général. Le solde de chaque bon de commande sera réglé sous la forme d'un paiement définitif.

C- Bon de commande supérieur à 90 000 € HT et ayant une durée d'exécution supérieure à deux mois

Pour tout bon de commande supérieur à 90 000 € HT et ayant une durée d'exécution supérieure à deux mois, un projet de décompte pourra être établi.

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG Travaux.

Chaque projet de décompte devra porter obligatoirement les informations suivantes :

- numéro et objet du marché,
- numéro d'engagement juridique EJ – CHORUS (numéro noté en page de garde de l'acte d'engagement du marché notifié)

En application de l'article 12.1.6 du CCAG Travaux, les projets de décompte seront adressés par le titulaire (mandataire en cas de cotraitance) au maître d'œuvre via l'interface CHORUS PRO ONGLET FACTURES TRAVAUX <https://chorus-pro.gouv.fr>

Cadre de facturation A4 : projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur

Cadre de facturation A7 : projet de décompte final déposé par un fournisseur

Le modèle de dossier de facturation à adresser au maître d'œuvre (MOE) (projet de décompte, situation d'avancement attestation de sous traitance...), les règles de nommage et les modalités d'envois (fiche marché) seront précisés lors de la réunion de préparation de chantier (article 12.1.2 du C.C.A.G Travaux).

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG travaux, la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée (date de signature de l'état d'acompte par le maître d'œuvre) constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes.

8-2. Modalités d'établissement de la facture

Pour chaque bon de commande le règlement des prestations interviendra sur présentation d'une facture détaillée.

Les factures afférentes au paiement portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- numéro du service exécutant suivant : **D10711C033**,
- le numéro d'engagement juridique Chorus du bon de commande,
- la date du bon de commande,
- numéro et date de l'accord cadre,
- le nom et l'adresse du créancier,
- la raison sociale du créancier, sa forme juridique, son capital social
- la référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM)
- le numéro SIREN ou SIRET (obligatoire pour le règlement)
- La date et le numéro de la facture
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le détail de la prestation exécutée,
- le montant H.T de la prestation exécutée,
- le taux et le montant des taxes,
- le montant total TTC de l'ensemble des prestations
- la date de facturation,
- la signature du titulaire.

RAPPEL : La sous-traitance doit être déclarée pour chaque bon de commande. Pour chaque sous-traitant de premier rang ou de second rang, il est rappelé que le titulaire du marché doit avoir, préalablement à l'exécution du bon de commande, obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

8-3. Transmissions des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée via CHORUS à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

8-4. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du C.C.A.G. travaux, il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

8-5. Délai de paiement et Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de trente (30) jours conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires applicable est fixé selon les modalités décrites à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

8-6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur.

8-7. Clauses de financement et de sûreté

8-7.1. Retenue de garantie

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

8-7.2. Avance

Conformément à l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Le titulaire peut refuser de bénéficier de l'avance. Dans ce cas, il l'indiquera dans l'acte d'engagement.

Le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification du bon de commande.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Essais et contrôles des travaux

Les essais et contrôles prévus par le bon de commande sont exécutés sur le chantier, par le titulaire en présence du maître d'œuvre ou son représentant.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

9.2. Réception

La réception des travaux ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies sur les bons de commande.

Principe :

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux, la réception sera effectuée par le représentant du maître d'œuvre.

La certification du service fait, vaut réception des prestations.

Par exception :

Le bon de commande précisera l'application des modalités de réception prévues aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux.

9-3. Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à respecter par le titulaire au maître de l'ouvrage après exécution devront être strictement conformes aux prescriptions du bon de commande. Chaque bon de commande précisera les plans des ouvrages exécutés à fournir, de même que le support à utiliser, dans le but d'obtenir des plans de gestion du patrimoine post chantier.

9-4. Délai de garantie

Le délai de garantie court à compter de la date de réception de l'ensemble des travaux du bon de commande.

9-5. Assurances

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution des travaux, le titulaire et les entrepreneurs intervenants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, au moyen d'une copie du contrat d'assurances, de ses avenants éventuels et d'une attestation portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

ARTICLE 10- PRESTATIONS SIMILAIRES – EXCLUSIVITE – CLAUSE DE REEXAMEN

10.1 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'administration se réserve la possibilité de passer ultérieurement avec le titulaire un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

10.2 EXCLUSIVITE

Le SID Sud-Ouest se réserve le droit de recourir à des marchés distincts lorsque le montant estimé d'une commande est supérieur ou égal à 90 000 euros hors taxes.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des marchés pour lesquels le titulaire ne respecterait pas ses engagements contractuels, notamment en cas d'absence de réponse dans les délais aux diverses demandes de l'USID relatives à un bon de commande ou un projet de bon de commande, non-respect des exigences de l'offre initiale, non-respect des engagements pris.

10.3 CLAUSE DE REEXAMEN

Au sens des articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché comporte des clauses de réexamen.

- Evolution du bordereau de prix unitaires

Le présent accord-cadre prévoit le recours à des prix nouveaux.

Les modifications concernent l'intégration des prix nouveaux au sein du bordereau de prix unitaires. Ainsi, dans un délai de 4 mois précédant la date anniversaire de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur transmettra l'ensemble des prix nouveaux ayant été utilisés au cours de l'année précédente d'exécution à intégrer au bordereau de prix unitaires. Le titulaire transmettra le bordereau de prix modifié au pouvoir adjudicateur qui procèdera à sa vérification. Cette vérification pourra donner lieu, le cas échéant, à des échanges avec le titulaire. Les prix nouveaux intégrés par le biais de cette clause seront à la valeur du mois « MO » défini à l'article 7.3 du CCAP.

A l'issue, le pouvoir adjudicateur procèdera à l'établissement d'un acte modificatif.

- la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur.

- OS de prolongation :

Si au terme de la consultation lancée pour prendre la suite du présent marché, la mise en œuvre des travaux par un nouveau prestataire n'est pas encore effective, le titulaire sera alors tenu de poursuivre l'exécution des prestations dans les mêmes conditions, pour une durée qui ne saurait excéder trois (3) mois, sur simple ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra, sur simple ordre de service, notifier au titulaire la date précise de fin des prestations dont la poursuite a été demandée, sans excéder la durée mentionnée à l'alinéa précédent, et sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité à ce titre.

ARTICLE 11 - CLAUSES DEVELOPPEMENT DURABLE

11.1 clauses environnementales

Le présent marché est passé sur la base des dispositions de l'article L 2111-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 posant l'obligation de prendre en compte des objectifs de développement durable.

L'article 7.4 du CCTP fait obligation du suivi numérique du traitement des déchets.11.2 clauses sociales

11.2. Clause d'insertion sociale

11.2.1 – Clause d'insertion sociale

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion.

Cette action d'insertion vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

11.2.2 – Objectifs d'insertion

Cette clause est applicable sur les sites suivants :

DEPARTEMENT 79 Antenne de Saint-Maixent-L'Ecole	
ENSOA-GSBDD Caserne COIFFE et terrain de Bois-Busseau Rue de la Tour Carrée 79400 Saint Maixent l'Ecole	
ENSOA-GSBDD Caserne MARCHAND Avenue de l'Ecole Militaire 79400 Saint Maixent l'Ecole	
ENSOA Hôtel de commandement LARGEAU 18, Avenue de Lattre de Tassigny 79400 Saint Maixent l'Ecole	

DEPARTEMENT 86 Antenne Poitiers	
EM 9°BIMa Quartier Aboville 7, Avenue du colonel Barthol 86023 POITIERS cedex	Dét 14 BSMAT ETAMAT Les sables 42, avenue du parc d'artillerie 86023 POITIERS cedex
RICM Quartier LE PULOCH Avenue de l'Ecole Militaire	Champ de tir de BIARD Lieu-dit Les Renardières 86580 BIARD

86023 POITIERS cedex	
----------------------	--

De la manière suivante :

Libellé	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser
Réseaux Divers et clôture des installations d'infrastructure	210 heures

Le titulaire devra réaliser sur toute la durée d'exécution du marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'insertion.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le titulaire et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité. Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il reste responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire.

11.2.3 – Les publics éligibles au dispositif de la clause d'insertion sociale

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion sociale mentionné à l'article 11.2.7

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

En dérogation à l'article 20.1.1 du CCAG, sont notamment concernés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée, inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) en recherche d'emploi ;
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), de l'allocation veuvage ou de l'allocation invalidité ;
- Les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) en recherche d'emploi depuis au moins 6 mois ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ;
- Personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politique de la Ville éloignées de l'emploi ;
- Les personnes prises en charge par les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail ;
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé (Entreprise Adaptée, Entreprise Adaptée de Travail Temporaire ou usagers d'ESAT) ;
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C).

En outre, le facilitateur mentionné à l'article 11.2.7, peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de Cap Emploi ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) et de l'ensemble des structures prescriptrices telles que définies dans l'arrêté du 1^{er} septembre 2021 fixant la liste des critères d'éligibilité des personnes en parcours d'insertion par l'activité économique et des prescripteurs mentionnées à l'article L.5132-3 du code du travail.

11.2.4 – La durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures

A / La règle générale

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de vingt-quatre mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socioprofessionnels, par le dispositif d'accompagnement mentionné à l'article 11.2.7, animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi.

B / Les cas particuliers

- Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.
- Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage...), les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion.

11.2.5 - Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire :

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- 1^{ère} modalité : l'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrat d'alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) par l'entreprise titulaire.

- 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT).

- 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI).

11.2.6 - Globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par le titulaire et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, le titulaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait titulaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, dans le périmètre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable et acceptée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales si les conditions suivantes sont réunies :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrage concernés ;
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur ;
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

11.2.7 - Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion : intervention du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche insertion, le pouvoir adjudicateur s'appuie sur les dispositifs d'accompagnement suivants :

DEPARTEMENT	STRUCTURE	Dispositif d'accompagnement
Vienne (86)	Communauté urbaine de Grand	Béatrice AUDOUSSET Direction Economie Emploi Enseignement

	Poitiers	Supérieur 05 49 52 35 97 / 06 72 54 84 02 Mail : clauses.insertion@grandpoitiers.fr
Deux-Sèvres (79)	CBE du Niortais et Haut Val de Sèvre	Laure SERVANT 05 49 35 08 35 / 06 10 18 72 87 Mail : laure.servant@cbeduniortais.fr

Ainsi, l'entreprise retenue devra prendre contact avec les facilitatrices clauses sociales dont la mission est :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc....) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- de valider l'éligibilité des publics préalablement au démarrage de l'action d'insertion ;
- d'organiser le suivi des publics en lien avec les opérateurs et partenaires emploi-insertion ;
- de mesurer et de communiquer auprès du maître d'ouvrage et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché.

11.2.8 Les modalités de suivi et de contrôle

Mise au point de l'action d'insertion

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du facilitateur en charge du suivi de la clause.

A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur après la notification du marché.

Cette mise au point peut être réalisée :

- A l'occasion de la réunion préparatoire de chantier ;
- A l'occasion d'une réunion spécifique avec le titulaire.

Suivi de l'action d'insertion

Dès lors que le pouvoir adjudicateur a communiqué les coordonnées du facilitateur au titulaire, celui-ci fournit au facilitateur, au plus tard, le 10 de chaque mois, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause et son évaluation.

A cette fin, le facilitateur remettra au titulaire une fiche de suivi mensuelle de la clause sociale à remplir et à retourner dûment complétée et signée au plus tard le 10 de chaque mois.

Durant toute la période d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut organiser avec le titulaire et le facilitateur, des réunions de suivi de la clause sociale d'insertion.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 3.6.3 du CCAP.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 20.1.4.4 du CCAG, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit

(courrier, courriel) le maître d'ouvrage et le dispositif d'accompagnement mentionné à l'article 11.2.7 du CCAP.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage peut annuler la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DDETS ou au juge.

Bilan de l'action

Il est procédé au contrôle et au bilan de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé tout au long de l'exécution de ses prestations.

Un bilan final de l'action d'insertion sera transmis au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

11.2.9 - Règles liées au respect de la RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à Grand Poitiers. Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe Arche MC2 à la demande de l'Alliance Villes Emploi.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du pouvoir adjudicateur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Grand Poitiers est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à partir du 1er jour de la mise en poste du bénéficiaire et 24 mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses sociales, aux organismes partenaires emploi - insertion et aux employeurs des bénéficiaires susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Grand Poitiers s'engage à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles utiles pour assurer la sécurité des données collectées selon la réglementation en vigueur.

Il est possible de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : dpd@grandpoitiers.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, Hôtel de la Communauté Urbaine, 84 Rue des Carmélites, 86000 Poitiers Cedex.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

En cas de non-respect de ses engagements d'insertion, le titulaire subira des pénalités dont les modalités d'application sont précisées à l'article 3.6.3 du présent CCAP.

11.2.2 Autres clauses sociales

Sans objet

11.3 Clause pour les Certificats d'Economies d'Energie (CEE)

Sans objet

Article 12 : Organisation administrative en présence d'amiante & plomb & périmètre monuments historiques

Documents sur le chantier

L'entreprise tiendra à jour dans le bureau de chantier, un dossier qui sera à la disposition du représentant du maître d'œuvre, et qui contiendra les documents suivants :

- un exemplaire du mode opératoire du chantier, incluant toutes les dispositions réglementaires et particulières ;
- les détails des stratégies de contrôle de l'air et leurs résultats ;
- des registres d'entretien pour les appareils ;
- les détails des notifications aux inspections du travail, CARSAT, et éventuellement autres organismes professionnels ;
- un exemplaire des fiches d'aptitude des dernières visites médicales passées par chaque employé ;
- les fiches d'intervention de chaque personnel (horaires journaliers de travail),
- le nom du centre de traitement des déchets de classe1.

Règlement du chantier

L'employeur veillera à ce que chaque employé :

- utilise correctement son équipement respiratoire de protection et ses vêtements de protection, et les range dans les endroits prévus ;
- suive soigneusement les procédures exposées dans le mode opératoire de chantier en particulier celles concernant le changement et la décontamination des vêtements ;
- garde propre la zone de travail et collabore aux nettoyages quotidiens ;
- ne boive pas et ne mange que dans les endroits prévus.

Visiteurs ou personnes étrangères au chantier

Les entrepreneurs feront respecter la réglementation, non seulement envers leurs propres employés, mais aussi, par exemple envers :

- les visiteurs,
- les surveillants du chantier : Maître d'œuvre.

Ceux-ci doivent se conformer sur le chantier aux mêmes règles que le personnel de

l'entreprise.

Dossiers médicaux et surveillance du personnel

Le dossier médical doit au moins comporter l'information suivante :

- nom, prénom, sexe, date de naissance, adresses permanentes, code postal, numéro de sécurité sociale ;
- un dossier sur les activités de l'employé, mentionnant pour chacune les dates de début et de fin et la durée moyenne d'exposition en heure par semaine ;
- un dossier sur ses emplois précédents avec l'amiante ;
- les dates d'examens médicaux.

Les dossiers médicaux de chaque salarié employé sur le chantier seront conservés par les médecins, et l'entreprise quant à elle, conservera les documents du suivi du dossier médical pendant au minimum 30 ans.

En cas de prestation sur ou dans un bâtiment classé, et en fonction de son classement, l'entreprise réalisera ses prestations conformément aux exigences et contraintes dues au classement

ARTICLE 13. VOIES DE RECOURS

Le présent accord cadre à bon de commande est régi par les lois et règlements français. En cas de différend entre le titulaire et le maître d'œuvre, il sera fait application de l'article 55 du CCAG travaux.

L'instance chargée des procédures contentieuses est le Tribunal Administratif de Bordeaux,
9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX

Tel : 05 56 99 38 00

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le Greffe du Tribunal Administratif de Bordeaux.

ARTICLE 14. DEROGATIONS CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

- Dérogation aux articles 3.7.1 et 3.8.1 du CCAG travaux apportée par l'article 1.12 du CCAP,
- Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG travaux apportée par les articles 1.4 et 3.1 du CCAP,
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux apportée par l'article 2 du CCAP,
- Dérogations aux articles 9.4.1 et 10.5 du CCAG travaux apportées par l'article 7-5 du CCAP
- Dérogations à l'article 9.4.4 du CCAG travaux apportées par l'article 7-3 du CCAP
- Dérogations à l'article 10.4 du CCAG travaux apportées par l'article 8-4 du CCAP
- Dérogation aux articles 12, 12.1.8 et 12.4 du CCAG travaux apportées par l'article 8-1 du CCAP,

- Dérogation à l'article 13 du CCAG travaux apportée par l'article 7.6 du CCAP,
- Dérogation à l'article 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG travaux apportée par l'article 3.3 du CCAP,
- Dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux apportée par l'article 3.3 du CCAP,
- Dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux apportée par l'article 3.3.2 du CCAP,
- Dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux apportée par l'article 11.2 du CCAP.
- Dérogations aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG travaux apportées par l'article 6.2,
- Dérogation à l'article 40 du CCAG travaux apportée par l'article 3.5.3 du CCAP,
- Dérogations aux articles 41 et 42 du CCAG travaux apportées par l'article 9.2 du CCAP,

A Bordeaux, le 23/07/2025

Le représentant du pouvoir adjudicateur

L'ingénieur en chef de 2^{ème} classe
Maxime Azan
chef de la division gestion du patrimoine
de l'établissement du service
d'infrastructure de la défense de Bordeaux